

KANAKY 2021

LE REFERENDUM DU MÉPRIS COLONIAL

Sur 185.000 inscrits, seuls 80.000 électeurs environ ont mis un bulletin dans les 307 bureaux de vote. Le président Macron se réjouit que 96,5 % aient voté oui et 3,5 % non sur les 43,88 % qui se sont déplacés pour voter.

Alors que 56,12 % des électeurs inscrits ont respecté l'appel des indépendantistes (FLNKS et autres) à ne pas participer à ce scrutin référendaire.

La raison invoquée par les indépendantistes est que la tradition locale exige le respect d'une période de deuil national à la mémoire des plus de 80 % de victimes kanaks du covid.

Encore une fois, il y a là une manifestation flagrante du mépris colonial devant l'hécatombe qui frappe le peuple kanak qui forme plus de 80 % des victimes de la pandémie en Nouvelle-Calédonie.

Le fait d'avoir maintenu autoritairement ce faux référendum est le signe de la panique du colonialisme français qui a vu s'éroder le vote colonial au profit du vote indépendantiste lors des deux précédents référendums.

De plus, ce faux référendum bafoue le texte même de « l'Accord de Nouméa » qui stipule que « 1. L'identité kanak - L'organisation politique et sociale de la Nouvelle-Calédonie doit mieux prendre en compte l'identité kanak » et piétine ainsi ouvertement le droit au deuil de ce peuple qui n'a pas fini de subir les horreurs coloniales.

Ensuite, le Comité sur la décolonisation de l'ONU reconnaît le droit à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et donc continue d'exiger de la France coloniale la fin de l'annexion de ce territoire du pacifique ainsi que d'autres.

Cette victoire à la Pyrrhus du colonialisme est annonciatrice d'une option répressive que la Kanaky a déjà connu lors des heures sombres de la « grotte d'Ouvéa », les assassinats de Eloi Machoro, Jean-Marie Tjibaou, etc.

L'empressement à imposer ce faux référendum ouvre une nouvelle étape dans le processus vers l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et la fin des colonies françaises du Pacifique, de l'Océan Indien et de l'Atlantique.

Communistes de France, nous dénonçons ce diktat du faux référendum de l'arrogance coloniale vis à vis du peuple kanak et exigeons le droit à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

12 décembre 2021